accordée par le Gouvernement ottoman d'exporter des chèvres à tiftik. D'importantes expéditions de chèvres à tiftik, pure race d'Angora, avaient été faites à diverses reprises au Cap de Bonne Espérance, de sorte que cette colonie fournissait, dès 1865, de 40.000 à 50.000 balles de tiftik, c'est-à-dire 3 millions à 3½ millions de kilogrammes. Puis vint la production de la laine mérinos, qui fit une grande concurrence au tiftik, de sorte que cet article, autrefois si recherché, baissa considérablement de prix depuis 1875 et ne valait plus en 1894 que 9, 10, 12 et 17 piastres l'ocque. Cette baisse, maintenue pendant vingt années, a été désastreuse pour la province d'Angora, jadis si prospère.

Il s'est produit, cependant, une amélioration assez sensible dans le marché des tiftiks en 1895 ; de 17 et 18 piastres cotés jusqu'en 1894, les prix ont successivement monté, en 1895, à 21, 22, 26, 28, 32 et même 35 piastres l'ocque. Cette hausse considérable est attribuée principalement aux fortes expéditions de tiftik qui ont eu lieu depuis quelque temps vers les Etats-Unis, où cet article est employé pour la fabrication d'un nouveau genre de tapis. — *Chambre de commerce de Verviers.*

L'ACTE RELATIF A LA FAILLITE

Depuis notre dernier numéro, nous avons reçu le texte du projet de loi présenté au Parlement fédéral sous le titre de : *Acte relatif à la faillite.*

Ce projet de loi ne contient pas moins de 160 articles et comporte, avec ses annexes, 73 pages d'impression.

Avant qu'une loi définitive ait été votée et promulguée, nous ne fatiguerons pas nos lecteurs en mettant devant leurs yeux un texte long, indigeste au possible et qui devra être forcément remanié.

Nous invitons les chambres de commerce à étudier et à discuter en assemblée le projet de loi soumis au Parlement et qui contient des monstruosités.

Nous n'en citerons qu'une en attendant que nous revenions d'une façon générale sur l'*Acte relatif à la faillite*, qui demande un examen sérieux et une étude approfondie.

Nous lisons, en effet, l'article 39 comme suit :

1. " La cour, sur la demande du liquidateur, et sur représentation d'une raison spéciale de le faire, pourra, à toute époque, ordonner que, pendant tel temps, n'excédant pas trois mois, qu'elle estimera convenable, le maître de poste

du lieu de la résidence ou de tout autre lieu où le failli exerçait son commerce, remette, adresse ou envoie au liquidateur des affaires du failli, toutes lettres et autres objets confiés à la poste et reçus par ce maître de poste, qui seront à l'adresse du failli. Les lettres ou correspondances ainsi venues par la poste au liquidateur, seront ouvertes et lues par lui, en la présence du failli, vu après avis à lui donné par voie de lettre mise à la poste, et si elles sont relatives aux affaires du failli ou à ses biens, elles seront retenues par le liquidateur ; autrement, elles seront recachetées et recevront au dos la mention qu'elles ont été ouvertes dans les circonstances ci-dessus ; après quoi elles seront remises ou expédiées par la voie de la poste au failli. Le liquidateur tiendra registre de toutes lettres et objets venus par la poste comme il est dit ci-dessus et de ce qu'il en aura fait ; et le failli pourra prendre communication du registre, aussi bien que de toutes les lettres et objets venus par la poste et retenus.

2. " Il sera du devoir du failli, en tout temps, de remettre ou de transmettre par la poste au liquidateur toutes lettres ou autres objets de correspondance, à lui venus par la poste et relatifs aux affaires de la faillite."

Nos lecteurs comprendront à la seule lecture de l'article précédent, sans qu'il soit besoin de longs commentaires, pourquoi nous avons employé le mot *monstruosité*.

Le second paragraphe de l'article eût dû seul être inscrit dans la loi. Il n'y a et il ne peut y avoir aucun motif valable pour violer la correspondance d'un failli qui, en somme, n'est pas un criminel, mais un malheureux. Il ne peut pas y avoir de *raison spéciale* ; d'ailleurs, l'auteur du projet s'est bien gardé d'entrer dans quelque détail sur cette expression et il est resté dans le vague qui seul suffirait à condamner sa proposition que nous trouvons antimorale au premier chef.

Un commerçant failli ne reçoit plus que peu ou pas de correspondance commerciale, ce sont donc pour la plupart des lettres privées, des lettres de famille, d'amis, de courtoisie qui iraient entre les mains du liquidateur qui n'en a que faire. Le liquidateur n'a rien à voir dans la vie privée du failli et nous demandons qu'en toute justice et en toute équité le failli puisse au moins conserver pour lui-même, sans les voir partager par un tiers qui sera peut-être tenté d'en user ou d'en abuser, ses secrets de famille, ses relations d'amitié et de camaraderie. Nous sommes absolument certains qu'un pareil article dans une loi de faillite n'a que de très graves inconvénients et ne présente aucun avantage pour les créanciers. S'il venait à être maintenu, il ne se passerait pas un temps bien long, avant qu'on soit obligé d'en demander la suppression.

Nous estimons qu'il vaut mieux prévenir le mal que d'avoir à le guérir.

Avec une clause semblable dans la loi, gare au failli qui aurait des ennemis—et qui n'en a pas ?—ou des créanciers malhonnêtes.

MARQUES DU FROMAGE

Nous donnons ci-dessous le texte complet du projet de loi relatif aux marques à appliquer sur le fromage et dont nous avons à plusieurs reprises parlé dans notre journal.

Acte à l'effet de modifier l'Acte des produits de la laiterie.

Sa Majesté, par et avec l'avis et le consentement du Sénat et de la Chambre des Communes du Canada, décrète ce qui suit :

1. Le présent acte peut être cité sous le titre : " Acte modifiant l'Acte des produits de la laiterie," 1893.

2. L'article quatre de l' " Acte des produits de la laiterie," 1893, est par le présent abrogé et remplacé par le suivant :

" 4. Personne n'appliquera ou n'étamera aucun des mots " Canadien," " Canadian," ou " Canada," comme indication, marque ou étampe descriptive sur aucun fromage, ni sur aucune boîte ou aucun colis contenant du fromage ou du beurre, à moins que ce fromage ou ce beurre n'ait été fabriqué en Canada.

" 2. Personne, sciemment, ne vendra, offrira ou exposera en vente, ou n'aura en sa possession dans le but de le vendre, aucun fromage ou beurre sur lequel, ou sur la boîte ou le colis le contenant, l'un des mots " Canadien," " Canadian," ou " Canada," sera appliqué comme indication, marque ou étampe descriptive, à moins que ce fromage ou ce beurre n'ait été fabriqué en Canada.

" 3. Personne, sciemment, ne vendra, offrira ou exposera en vente, ou n'aura en sa possession dans le but de le vendre, aucun fromage sur lequel, ou sur la boîte ou le colis le contenant, sera imprimé, étampé ou marqué le nom d'un mois autre que celui durant lequel ce fromage aura été fait ou fabriqué ; et personne, sciemment et dans l'intention de tromper ou de frauder, ne vendra, ou exposera en vente, ou n'aura en sa possession dans le but de le vendre, aucun fromage désigné ou représenté en aucune manière comme ayant été fabriqué pendant un mois autre que celui durant lequel il aura été réellement fait ou fabriqué.